

Discours
Inauguration Cour d'assises de la Somme
Amiens – jeudi 6 janvier 2011

Monsieur le premier président,
Monsieur le procureur général,
Mesdames, Messieurs les chefs de juridiction,
Monsieur le Préfet,
Messieurs les parlementaires,
Mesdames et messieurs les élus,
Mesdames et messieurs les chefs de service,
Mesdames, Messieurs,

Je souhaite tout d'abord vous remercier de votre accueil à Amiens et je me réjouis d'inaugurer aujourd'hui cette nouvelle salle d'assises. Elle illustre tout le travail et les investissements engagés pour la modernisation de la justice : cet objectif de modernité, j'y suis très attaché car il est un atout pour une institution judiciaire plus efficace et proche du justiciable.

Cette modernisation de notre justice est en marche : de nombreuses réformes ont déjà abouti ou sont sur le point d'aboutir. Elles rénovent l'institution judiciaire et opèrent de profonds changements pour garantir une justice plus efficace à nos concitoyens ; j'entends et je comprends aussi les inquiétudes que ces évolutions peuvent créer au sein des professions judiciaires et juridiques. Sachez que je mettrai tout en œuvre pour y répondre et prendre en charge au mieux les difficultés. Des engagements ont déjà été pris par le gouvernement dans ce sens. Je comprends les situations individuelles et j'en tiendrai pleinement compte, mais la poursuite de l'intérêt général est au cœur de l'œuvre de justice qui impose de dépasser les intérêts particuliers.

La nouvelle carte judiciaire, entrée en vigueur depuis quelques jours, contribue au renforcement de la qualité et de l'efficacité de la justice. Sa mise en œuvre a été progressive afin justement de régler les situations des personnels et des auxiliaires de justice, et de prévoir des solutions immobilières qu'imposent les regroupements de juridictions. Des moyens ont été mobilisés dans ce sens.

I. Vous avez menés d'importants travaux de rénovation du palais de justice, et plus particulièrement de cette salle d'assises, **avec l'appui de la Chancellerie**. Je m'en félicite au regard du résultat.

- Les acteurs de la justice peuvent désormais disposer, dans cette enceinte, de tous les **moyens modernes** de sonorisation, de caméras qui faciliteront le bon déroulement des procès d'assises. Magistrats, greffiers, jurés bénéficient donc de toute la technologie nécessaire à la bonne administration de la justice ; leur travail en sera facilité et le service rendu au justiciable en sera amélioré.
- La restauration de cette salle s'est aussi opérée, et cela mérite d'être souligné, dans le respect de la solennité des lieux et la **préservation du patrimoine** historique de votre cour. L'enseignement est ici très symbolique qui allie à la fois modernité et valorisation de l'histoire.
- Enfin, **l'exigence d'accessibilité** a été au cœur des travaux de cette salle d'assises mais aussi de l'ensemble du palais de justice, qui est désormais accessible à tout justiciable. Mon ambition, et je sais que vous la partagez, est qu'aucun justiciable ne reste de quelque façon que ce soit au seuil de la justice.

II. Nous devons placer le justiciable au centre de notre action car, vous en avez pleinement conscience, la qualité de l'accueil favorise la confiance de nos concitoyens dans la décision de justice. Vous avez ainsi reçu, il y a quelques mois, le label qualité Marianne, pour l'efficacité et la clarté des réponses apportées aux justiciables.

Tous les justiciables ne sont pas dans des situations identiques, et je pense ici aux victimes. **La justice doit être particulièrement attentive à leur égard et tous les moyens doivent être mis en œuvre** pour les accompagner, les orienter dans la procédure judiciaire et répondre à leur besoin d'information. C'est dans ce sens vous avez tout récemment ouvert un **bureau d'aide aux victimes au TGI d'Amiens**. Ce bureau, qui fonctionne dès à présent, bénéficie de l'expérience et du dynamisme reconnus de l'association Yves Le Febvre, qui a donnée naissance à l'ADAVEM 80. Cette nouvelle association, qui a déjà fait la preuve de son efficacité, assurera l'accueil et l'accompagnement des victimes au sein du bureau. Grâce à ce bureau les victimes bénéficient aussi d'un réseau efficace d'avocats, de représentants de la sécurité publique, de la gendarmerie, et bien évidemment de votre juridiction. Le besoin d'accompagnement

des victimes est fort, elles ne doivent ni se sentir délaissée, ni perdues dans ces moments difficiles et devant la complexité de la justice.

Les bénéfices pratiques de cette initiative sont évidents. La création de ces bureaux est un signal fort pour nos concitoyens, elle répond à une attente des victimes qui ont, plus que tout autre, besoin d'assistance et d'écoute. Je m'attacherai à ce que les engagements pris à leur égard soient remplis : ainsi, **50 bureaux doivent être ouverts d'ici 2012** sur l'ensemble du territoire national. Le programme est déjà bien avancé, le bureau d'aide aux victimes que vous avez récemment créé à Amiens est en effet le 27^{ème} à s'ouvrir. Je veux souligner l'importance d'un maillage national dans ce domaine. Les bureaux permettent d'offrir une assistance personnalisée, grâce à laquelle toute victime est mieux à même de faire valoir ses droits, lors du procès et pour l'exécution des décisions de justice. A l'issue de la procédure, les victimes doivent pouvoir obtenir l'indemnisation de leur préjudice et le recouvrement des dommages-intérêts. Elles doivent pouvoir obtenir une aide immédiate certes mais surtout durable, la qualité et la continuité du soutien sont en effet essentielles pour ces personnes qui sont déjà fragilisées.

III. Votre juridiction s'inscrit donc, et à plus d'un titre, dans le mouvement de modernisation de la justice actuellement en marche. La **carte judiciaire**, qui est entrée définitivement en vigueur depuis quelques jours, constitue un volet essentiel de cette modernisation. Et vous avez su relever le défi de cette réforme.

L'évolution de la carte judiciaire était nécessaire, elle désormais effective. Mais cette réforme a créé des inquiétudes en raison de ses conséquences pour les personnels, dont les juridictions d'affectation étaient supprimées. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a déployé des moyens conséquents d'accompagnement social individualisé ; 21.5 millions d'euros ont été mobilisés pour les personnels : le déménagement des familles a des implications tant financières que sociales et nous nous devons de les prendre en compte ; l'accompagnement est aussi professionnel, les nouvelles affectations ne doivent pas préjudicier aux carrières. Les difficultés sont évidentes, mais elles sont prises en charge et entendues.

Cet engagement du gouvernement s'est également opéré en faveur des professions du droit, dont la situation a été affectée par la réforme : les avocats ont ainsi bénéficié d'aides

à la réinstallation à hauteur de 20 millions d'euros. Un effort d'indemnisation et d'accompagnement personnalisé a aussi été mené auprès des avoués, dans le cadre de la réforme de la représentation devant les cours d'appel. J'ai bien conscience des conséquences du changement et ce volet social est indispensable.

Le changement présente un coût certain mais il faut aussi savoir reconnaître que l'évolution était indispensable et utile : le service rendu au justiciable gagne en efficacité. Il nous faut surmonter les difficultés particulières pour atteindre à cet intérêt général. La réforme de la carte judiciaire et celle de la représentation devant les cours d'appel étaient incontournables car il fallait adapter notre justice aux nouvelles réalités démographique, économique et sociale. Il fallait améliorer et moderniser le service de la justice, c'est ce que nous avons fait en mutualisant les moyens des juridictions et en rationalisant les procédures en appel notamment. L'apport de la réforme de la carte judiciaire est déjà tangible : les regroupements opérés offrent plus de cohérence et une meilleure répartition des moyens ; renforçant ainsi l'efficacité de la justice.

Les problématiques d'accès à la justice ont évidemment été entendues, elles sont une priorité de notre action : des points d'accès au droit, des MJD ont été ouverts pour répondre aux besoins d'orientation et d'information de nos concitoyens en matière de justice. Et les attentes sont légitimes et fortes dans ce domaine. Deux nouveaux points d'accès au droit ont d'ailleurs été ouverts, dans le ressort de votre cour, à Péronne et Abbeville.

Je veux saluer la pleine implication de la cour d'appel d'Amiens **dans cette refonte d'envergure** de la carte judiciaire : vous avez su la mener au mieux et trouver les solutions les plus adaptées pour les personnels mais aussi pour les justiciables, dans un contexte matériel dont j'ai bien conscience qu'il est contraint. Vos chefs de cour et de juridictions, des directeurs des greffes se sont mobilisés pour assurer, en lien avec le ministère de la justice, ce passage à la nouvelle carte judiciaire, facilitant et accompagnant les changements professionnels.

Ce changement a été conduit au mieux mais je n'ignore pas les difficultés auxquelles vous êtes encore confrontés à Amiens, je les entends et nous nous attacherons à les résoudre ensemble. J'ai d'ailleurs rencontré ce matin même les magistrats et les fonctionnaires du

ressort de la cour pour mieux comprendre les attentes et les besoins, j'échangerai tout à l'heure avec les organisations syndicales puis avec les professions de justice pour évoquer cette question des moyens, du fonctionnement et de l'organisation judiciaire dans le ressort d'Amiens. Des efforts ont déjà été conduits pour vous accompagner dans la réforme et assurer la rénovation de la cour, et soyez assurés qu'ils se poursuivront. La question des moyens est bien évidemment centrale et prioritaire : la justice ne peut être efficacement rendue que si les juridictions disposent de moyens suffisants, et si les personnels peuvent travailler dans des conditions satisfaisantes.

IV. Je mesure la situation difficile du ressort de la cour d'appel d'Amiens en termes d'effectifs.

- Je m'engage au maintien d'une **attention continue** de mes services pour favoriser les mouvements de magistrats et l'affectation de greffiers dans vos juridictions.
- Par ailleurs, comme vous le savez, la loi de finances pour 2011 a créé une **réserve judiciaire** composée de magistrats, greffiers en chef et greffiers, qui bien qu'en retraite souhaitent continuer de servir la justice. Grâce à leur expertise et leur implication, ils pourront apporter un précieux soutien aux juridictions.
- S'agissant des **moyens budgétaires** nécessaires à l'accomplissement de vos missions, l'effort en faveur du budget opérationnel de programme de votre cour perdurera. Ce budget avait augmenté de 10% entre 2009 et 2010 pour s'élever à plus de 12 millions d'euros ; en 2011, l'effort est maintenu.

Ces engagements marquent toute l'attention donnée par le gouvernement à la justice alors que le contexte budgétaire est particulièrement contraint.

V. La cohérence et l'efficacité constituent deux objectifs primordiaux pour le bon fonctionnement de la justice. Et vous l'avez pleinement compris en définissant une politique de juridiction ambitieuse.

Je veux souligner toute l'importance de ces politiques : la coordination, le décloisonnement entre le siège et le parquet sont évidemment un atout considérable pour le fonctionnement interne de vos juridictions. Mais surtout, et cela est capital, cette mise en cohérence des actions s'opère au bénéfice du justiciable :

- Ainsi, vous avez entrepris de **mieux gérer la programmation des audiences et d'anticiper leur préparation** afin d'éviter les retards inutiles, le dialogue établi entre le parquet et le siège doit permettre de lever les difficultés d'organisation. Je veux saluer cette initiative, car d'évidence les délais de jugement peuvent être améliorés, les justiciables, les victimes restent souvent dans des situations d'incertitude trop longues.
- La question de **l'exécution et de l'aménagement des peines** est également au centre de cette politique de juridiction. Cette mobilisation pour l'exécution des peines est cruciale, car une peine non exécutée perd son sens et sa portée tant pour le condamné, qui ne subit pas la sanction, que pour la victime, qui ne peut comprendre cette inaction.

*

* *

Les avancées sont donc nombreuses et vous avez su relever le défi des réformes. J'entends les interrogations sur les projets à venir, je serai à votre écoute pour les conduire dans un dialogue constructif. Leur succès repose sur la cohésion et la mobilisation des acteurs judiciaires, je sais pouvoir compter sur votre professionnalisme, votre esprit d'initiative et votre sens de l'intérêt général pour y parvenir.

Je vous remercie.